



NOTE D'INFORMATION SUR LES IMPACTS DU COVID19 DANS LES ZONES D'ANCRAGE D'ENDA PRONAT

ENDA PRONAT

Mai 2020

INTRODUCTION

Le Coronavirus COVID-19 a surpris le monde entier par la rapidité et l'ampleur de sa propagation et ses conséquences multidimensionnelles et multisectorielles.

A l'instar de plusieurs pays, le Sénégal a été touché. Depuis l'apparition du premier cas déclaré le 02 Mars 2020, l'Etat du Sénégal a pris plusieurs mesures budgétaires, économiques, sanitaires, sociales et politiques pour faire face à cette pandémie. L'installation de l'état d'urgence et du couvre-feu, les limitations de déplacements, l'interdiction des rassemblements et la fermeture de bon nombre des marchés sont parmi les mesures prises pour faire face à cette pandémie qui n'épargne aucun secteur ni aucune couche de la population.

Enda Pronat, qui travaille sur la transition agro-écologique et la gestion durable des ressources naturelles avec les populations rurales, suit et vit avec les bénéficiaires les conséquences de Covid -19.

I – ETAT DES LIEUX

Quelle que soit la zone d'intervention (Vallée du Fleuve Sénégal, Niayes Sud, Bassin arachidier et Tambacounda), la situation vécue par les communautés rurales reste sensiblement identique.

11 - Situation par rapport à la mise en œuvre des activités de projet d'Enda Pronat

Enda Pronat travaillant avec des populations rurales, la période actuelle de pandémie de Covid 19 (mars à mai) coïncide avec une phase intensive d'activités non agricoles sur le terrain. Dans la plupart des zones, les populations ont plus de temps libre et sont facilement mobilisables pour la mise en œuvre des activités participatives. Vu sous cet angle, nous notons plusieurs inconforts :

- **le report de plusieurs activités structurantes et participatives** relatives à la redynamisation des cadres locaux de gestion des ressources naturelles (GRN) à Koussanar (formations sur le foncier, renforcement et accompagnement de comités villageois paritaires de GRN, renforcement des caisses villageoises, etc.) ;
- **les difficultés dans le suivi des activités**, notamment la restriction de l'appui-conseil auprès des producteurs et productrices et du suivi rapproché effectué au niveau des caisses locales autogérées pour recouvrer les crédits de semences et de matériel agricole et prendre en charge les expressions de besoins pour la campagne d'hivernage à venir ;
- **Un service minimum est cependant assuré** avec les collègues des équipes locales présentes dans les zones d'intervention qui parviennent à accompagner les producteurs et productrices individuellement autant que possible, et avec l'utilisation accrue du téléphone pour les acteurs à la base et l'équipe de coordination qui démarche pour obtenir des autorisations de circuler.

12 - Situation sur le terrain

L'état des lieux de la situation sur le terrain nous permet d'analyser les aspects sanitaires, mais aussi la façon dont la pandémie affecte les activités des bénéficiaires et les ressources.

Situation socio-sanitaire dans les zones d'intervention

Nos zones d'intervention sont encore peu touchées par la maladie en terme de contamination¹, cependant, il faut poursuivre la vigilance avec les mesures barrières. Des comités locaux de lutte contre le Covid19 sont mis en place et travaillent entre autre à l'identification des bénéficiaires et à la distribution des appuis apportés par l'Etat pour faire face au Covid 19.

Situation sur les activités économiques.

En milieu rural, les populations ont plusieurs activités, toutes impactées de manière plus ou moins grave :

- **les difficultés de commercialisation des récoltes** sont liées à la fermeture des loumas et marchés (espaces de service, de vente de produits ruraux et d'approvisionnement), à la réduction de la vente « bord champ » et du commerce de détail le long des axes routiers fait par les femmes revendeuses, et à la fermeture de restaurants et d'hôtels.
- **les perturbations dans les transports** ont touché les transporteurs de nos zones avec les bus de transport interurbains reliant des localités du pays à la capitale.
- **Les difficultés sur l'élevage** : avec la fermeture des frontières, des loumas, le couvre-feu et l'interdiction des cérémonies, des problèmes sont notés par rapport à la transhumance (déplacement et méfiance envers les éleveurs vus comme des étrangers pouvant contaminer), aux pâturages et à l'alimentation (accès à l'eau et à l'alimentation) du bétail, à l'approvisionnement en animaux sur pied, en viande et lait des unités de transformations et des centres urbains ; ce qui constitue également un énorme manque à gagner pour les éleveurs en terme de revenus tirés de leurs activités.

Situation sur les flux migratoires

La saison sèche est une période d'exode pour les jeunes à la recherche d'emplois vers les villes dans le secteur informel et comme ouvriers agricoles dans les zones de culture irriguée. Les revenus obtenus permettent de prendre en charge plusieurs besoins de la famille, d'acheter des intrants pour la campagne agricole et de rendre la période de soudure moins dure. Certains jeunes qui avaient quitté leur village après la saison des pluies sont bloqués dans les villes et avec les mesures mises en place par l'Etat, ils se trouvent dans une situation très précaire, surtout que le secteur informel est aussi durement touché par la crise. L'indisponibilité en main-d'œuvre agricole lors des périodes de récolte d'oignon prolonge la durée de récoltes dans les champs, entraînant ainsi une augmentation des charges d'exploitations et exposant les produits aux attaques et à la pourriture.

Situation sur les ressources naturelles

L'exploitation du charbon de bois procure des revenus aux exploitants et aux femmes qui ramassent les restes au niveau des sites de combustion après exploitation par le propriétaire et les commercialisent ou les utilisent pour leurs besoins en combustibles au

¹ D'après les statistiques du Ministère de la Santé

niveau des foyers. Avec la fermeture des marchés et la diminution des revenus, on constate une forte pression sur les ressources naturelles de la part des communautés, avec notamment la coupe des arbres pour le bois de chauffe de la part des femmes et le trafic de bois par les hommes.

En réalité aucune couche de la société n'est épargnée par les conséquences économiques de la pandémie: les producteurs et productrices, les commerçant.e.s, les exploitants forestiers, les transporteurs, les femmes et les jeunes. Cependant, les communautés s'organisent de mieux en mieux pour s'adapter à la nouvelle situation et faire face aux effets et conséquences du Covid19.

2- LES CONSEQUENCES DU COVID 19

Tout comme l'état des lieux, les conséquences sont multiples et touchent les activités des bénéficiaires et par conséquent leur vie quotidienne. Nous citons entre autres :

Menaces sur les activités des bénéficiaires : les menaces pèsent sur **l'élevage** avec le risque de bradage et de perte du bétail, la chute des revenus de tous les acteurs de la filière : éleveurs, transporteurs, commerçants, abattoirs avec les métiers y afférents (dibiteries, tanneurs, vendeuses d'abats, etc.), femmes vendeuses de lait avec la crainte de contamination, unités de collecte); sur **l'agriculture** avec la perturbation de la filière maraichère due aux problèmes de commercialisation, de transport, et de remboursement des crédits de campagne qui menacent le lancement de la prochaine campagne. **L'incidence sur le prochain hivernage en agriculture sous pluies** est aussi à craindre notamment avec l'approvisionnement et le risque de spéculation sur les semences d'arachide.

Menaces sur les ménages ruraux à court terme avec la baisse des revenus économiques qui touche tous les ruraux (éleveurs, producteurs.trices, commercant.e.s, transporteurs, femmes, jeunes et leurs familles) en raison de la perturbation des activités économiques et de la baisse de leurs revenus pour cause d'inactivité ou de bradage de leurs produits. **Le manque de vivres et la menace sur la sécurité alimentaire et financière sont réels** et ce d'autant plus que les ruraux qui sont en déficit chronique de vivres comptent sur les échanges pour se tirer d'affaires, ce qui augure un hivernage très difficile avec une longue période de soudure.

Impact sur la gestion des ressources naturelles : En situation de vulnérabilité et de manque, la pression sur les ressources est certaine et menace tout le travail accompli précédemment dans les zones d'intervention, avec l'élaboration participative de conventions locales de gestion durable des ressources naturelles pour leur utilisation optimale.

Augmentation du risque d'exposition en cas de maladies : l'arrivée de l'hivernage, la baisse des revenus économiques, les risques de malnutrition ou de famine pourraient rendre les populations plus vulnérables au Covid.

En conclusion, nous semblons être dans un cercle vicieux de vulnérabilités.

Ces vulnérabilités sont d'abord économiques avec la perturbation du système d'approvisionnement, puis la réduction ou le tarissement des sources de revenus économiques des hommes, des femmes et des jeunes, lesquels menacent les futures activités agricoles, les ressources naturelles, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Mais avec le temps, une généralisation de la maladie pourrait avoir des conséquences sanitaires et sociales, tandis que l'après-covid 19 pourrait augmenter les impacts environnementaux avec une pression accrue sur les ressources.

3 – ACTIONS DEJA ENTREPRISES POUR FAIRE FACE

Face à la situation, Enda Pronat a aussitôt développé une stratégie combinant plusieurs actions à diverses échelles pour faire face.

31- ACTIONS ENTREPRISES PAR ENDA PRONAT

- **Réflexion stratégique pour des actions à plus ou moins long terme à Enda Pronat.**
- **Information des partenaires** financiers sur la situation dès les premiers cas de Covid et la prise de mesures d'endigement par le gouvernement.
- **Réorganisation du travail** autour notamment du télétravail, la facilitation de transport du personnel mobilisé pour la continuité du service au bureau, respect des mesures barrières par les collègues restés dans les zones (port de masque, utilisation de gel hydroalcoolique, réorientation des activités autour des visites à domicile, accompagnement individualisé des exploitants agricoles, utilisation accrue du téléphone et contact permanent avec les relais communautaires, sensibilisations des communautés sur le Covid 19, intégration des comités locaux de riposte mis en place par les autorités locales au niveau arrondissement, commune ou village.
- **Réponse d'urgence apportée aux partenaires locaux** avec des appuis en espèces aux communes et des produits d'hygiène (savon, détergents, etc.) aux populations que nous accompagnons dans nos zones d'intervention. Deux millions cinq cent mille francs CFA ont été versés en espèces aux comités locaux de riposte installés au niveau des communes partenaires (8) et sous forme de produits d'hygiène remis aux ménages vulnérables. Une contribution forfaitaire a été également versée au comité national de riposte via le réseau Enda Tiers Monde.
- **Augmentation des appuis en semences et matériel agricole** octroyés aux exploitations familiales², dans toutes nos zones d'ancrage pour les soutenir dans la préparation de la campagne agricole hivernale en vue d'atténuer la situation d'insécurité alimentaire qui a été accentuée par la fermeture des marchés ;
- **Actions de communication avec l'extérieur** à travers **des articles et émissions des responsables de l'organisation** sur la situation du monde rural, les enjeux du Covid19 par rapport notamment aux questions de souveraineté sur tous les secteurs, notamment alimentaires, les conséquences des mesures d'endigement du Covid sur le monde rural, et des propositions de solutions ; de même que des rapports réguliers sur la situation dans les zones d'intervention par les équipes locales.

32 – Actions d'adaptation mises en œuvre par les populations

Comme énoncé dans l'état des lieux, il y a des actions encourageantes menées par les populations locales pour faire face dans la limite de leurs moyens.

Des initiatives économiques de résilience sont adoptées par les populations locales comme la transformation des produits, notamment l'arachide en pâte ; l'organisation pour

²Les échanges poursuivis avec certains partenaires ont débouché sur une réorientation de certains budget d'activités vers des appuis plus conséquents envers les femmes des zones d'intervention du projet, en préparation de la campagne hivernale).

le transport de leurs produits (mangues) à Dakar ; le développement de petits marchés de quartier pour la vente des légumes ; la conservation /stockage des oignons sains ; l'adoption de variétés maraichères à cycle court commercialisables localement, comme le gombo ; l'organisation au niveau de certaines caisses villageoises pour sensibiliser et recouvrer les dettes avec le porte à porte, et l'anticipation sur l'acquisition du matériel agricole et des semences d'arachide au profit de leurs membres.

La mise en place ou le renforcement de cadres locaux autour des autorités locales

Pour coordonner les actions, faciliter le recueil et la diffusion des informations, les autorités locales se sont organisées autour de leurs subdivisions territoriales avec la mise en place de comités locaux au niveau arrondissement, commune et village pour la sensibilisation sur la Covid ou le suivi de la distribution des denrées alimentaires offertes par le gouvernement aux ménages vulnérables. Les équipes locales d'Enda Pronat sont parties prenantes de ces dynamiques locales.

Le sursaut local de solidarité avec des initiatives notées dans différentes zones : à Koussanar, un appel à contribution est lancé à l'endroit de tous les acteurs et actrices, ressortissant.e.s, étudiant.e.s, services techniques, ONG, partenaires. Les maires, les ONG comme Enda Pronat, l'amicale des étudiants ont déjà apporté une contribution matérielle ou financière dans un compte ouvert à la banque locale (Crédit Mutuel). Au Fleuve, ce sont les tailleurs qui fabriquent des masques à distribuer aux populations.

4- PROPOSITIONS D' ACTIONS

Après deux mois de mesures qui n'ont pu enrayer la maladie, le pic de contamination n'est pas encore atteint selon les spécialistes et le pire est à craindre aussi bien au plan sanitaire que socio-économique. Les efforts actuels doivent être renforcés pour faire face.

Dans **le court terme**, les actions suivantes sont proposées :

Appui aux activités économiques : Puisque les conséquences actuelles sont plus économiques, et qu'elles en déclenchent d'autres, les appuis aux activités économiques sont nécessaires pour faire face à l'endettement actuel et aider les communautés à bien démarrer les prochaines campagnes agricoles. Les fonds et subventions / dons en semences et matériels agricole aux producteurs et productrices ou pour l'alimentation du bétail doivent être dégagés rapidement pour prévenir des spéculations semencières et sauver le bétail. Sont ainsi envisagés entre autres actions :

- Le **renforcement d'initiatives de financement des activités génératrices de revenus**, pour permettre aux caisses autogérées, au-delà des appuis en semences et matériels agricoles, de financer des activités génératrices de revenus ou d'octroyer des prêts pour l'achat de nourriture afin d'éviter le bradage des semences ou du bétail.
- Le **renforcement ou la mise en place des dispositifs de stockage**, pour permettre aux producteurs de stocker leurs produits tels que l'oignon ou la pomme de terre pour éviter des pertes.
- Des **appuis spécifiques aux femmes** qui, une fois les hommes et jeunes partis en exode après le Covid 19, vont devoir assurer l'alimentation de la famille.

Des fonds d'aide et d'urgence alimentaire pour la soudure : Face à la baisse ou perte de revenus, les populations rurales ont besoin de soutien qui leur permettrait d'assurer leur alimentation jusqu'aux prochaines récoltes de céréales. L'Etat fait beaucoup d'efforts dans ce sens mais ses appuis ne peuvent suffire et ne concernent pas toute la population.

Appui au renforcement et à la pérennisation des cadres locaux de concertation et de solidarité : Les cadres multi-acteurs de riposte contre le Covid 19 ont, soit été créés pour répondre à ce besoin urgent (Fleuve), soit mis en place antérieurement et renforcé dans ce sens (Koussanar). Toujours est-il qu'ils permettent, renforcent et élargissent le dialogue local, facilitent la coordination et la mobilisation. Initiés ou renforcés, ces cadres pourraient, après le Covid 19, aider à impulser ou fédérer les actions pour un développement durable local, notamment la **transition agroécologique que porte Enda Pronat**.

C'est dans ce sens également qu'un appui financier au dispositif de lutte est important.

Appui aux plans locaux de développement durable : dans les différentes zones, il était question de mettre en place ou redynamiser des plans locaux de gestion des ressources et de développement durable comme les conventions locales, les plans d'aménagement autour de la vallée du Fleuve sénégal, et des plans stratégiques dans des communes écologiques. Le déroulement de ces actions est perturbé mais la préoccupation demeure. Nous pensons notamment à renforcer les moyens de surveillance des membres des comités et des agents des Eaux et forêts. Les appuis en vivres et activités économiques peuvent aider à faire moins de pressions sur les ressources qui restent souvent les seules ressources disponibles et exploitables par les populations à certains moments de l'année.

Plaidoyer en faveur des éleveurs et agriculteurs agro-écologiques : Avec la Dynamique sur la Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES) et le document de contribution pour une prise en compte de l'agro-écologie, un plan de communication est mis en place pour sa large diffusion auprès des autorités, des membres et des populations. C'est l'occasion de porter le plaidoyer national pour un soutien immédiat aux agriculteurs, agricultrices et aux éleveurs, pour des appuis renforcés et durables au monde rural face à la crise alimentaire probable et pour le développement de l'agro-écologie qui prône une production et une consommation plus résilientes, locales, pour le renforcement des systèmes alimentaires territoriaux et nationaux.

A plus long terme, nos actions de plaidoyer et de dialogue politique devront également se renforcer pour travailler à la **souveraineté alimentaire du pays** qui ne peut passer que par un renforcement durable des exploitations familiales, un accès élargi à l'eau de consommation et de production et aux énergies renouvelables (avec une attention particulière aux femmes), une diversification des activités rurales, une sécurisation des marchés face aux importations et une promotion du consommateur local, etc.

CONCLUSION

A travers ce document, nous avons montré comment le Covid 19 a perturbé le déroulement des activités des bénéficiaires et des projets, et menace la sécurité économique, financière, alimentaire, sociale, et environnementale dans les zones d'intervention. La situation, largement alarmante, est encore plus inquiétante si on pense que le pic de contamination n'est pas atteint, ce qui ne présage pas un avenir radieux. Les actions menées par les projets

et les populations à la base démontrent une volonté de venir à bout de cette pandémie. Nous comptons comme toujours d'ailleurs sur le soutien et la compréhension de nos partenaires techniques et financiers que nous remercions vivement, pour renforcer la riposte et réduire la vulnérabilité des populations locales.

Annexes : Liens articles et émissions

- Mariam Sow : https://www.seneweb.com/news/contribution/covid-19-une-giffle-chaude-qui-incite-les_n_313166.html
- Karfa Diallo invité à la « **chrono Covid** » du 17 avril à la 2stv sur « le monde rural : vivre de soudure ou vivre dur avec corona » <https://www.youtube.com/watch?v=MBYsZkwSK4o&feature=youtu.be>
- El Hadji Faye invité à l'émission « **alerte coronavirus** » du 30 avril de la 2stv (<https://youtu.be/qX0U0V6U1Ys>).
- Sidy BA : les greniers étaient vides avant l'arrivée du Coronavirus (<https://www.senepius.com/societe/nos-greniers-etaient-deja-vides-avant-larrivee-du-coronavirus>)